

HISTOIRE DE FRANCE
Sous la direction de JOËL CORNETTE

LES GRANDES GUERRES

1914-1945

Nicolas Beaupré

Ouvrage dirigé par Henry Rousso

Belin:

2012

en 59 annuités (soit jusqu'en 1988). Une souplesse certaine dans le paiement des annuités est cependant prévue puisque plus de 80% de la somme due peut être payée de manière différée. De plus, l'exécution du plan est liée au remboursement par la France de sa dette à l'égard des États-Unis. Il prévoit également le retrait, au plus tard en 1930, de toutes les troupes étrangères de Rhénanie.

Briand souhaite désormais aller plus loin. En 1927, il s'était rallié à l'idée européenne en vogue parmi les élites européennes et notamment françaises. Il avait accepté de devenir président d'honneur de Paneuropa et de l'Union douanière européenne. L'année suivante, en 1928, Briand avait évoqué, pour la première fois en public, sa conversion à l'idée européenne, devant une troisième organisation européenne : la Fédération des comités pour l'entente européenne. Le ministre des Affaires étrangères français, lorsqu'il prononça, le 5 septembre 1929, son célèbre discours proposant une « sorte de lien fédéral » à une assemblée de la SdN apparemment enthousiaste, pensait se trouver dans un contexte particulièrement favorable ; la vogue européenne alors à l'œuvre lui avait donné l'illusion que les Européens étaient mûrs : « Je sais bien que j'ai les peuples pour moi. Le sentiment européen, c'est un courant contre lequel il n'y a rien à faire », aurait-il déclaré à André Maurois. Cette illusion pouvait également se nourrir de nombreux travaux, nouveaux venus dans le champ des relations internationales. Les officines para-gouvernementales de la diplomatie culturelle, les experts dans le domaine économique et les associations de militants – qu'elles soient en faveur de la SdN, du rapprochement franco-allemand ou de l'idée européenne – pouvaient par leurs travaux donner l'illusion que le vent de l'histoire soufflait en faveur de la paix, de l'entente entre les peuples autrefois ennemis et de l'Europe unie. Si ces illusions allaient rapidement se briser, il n'en demeure pas moins que, dans les années vingt, et tout particulièrement après 1923-1924, la France fut un foyer particulièrement actif de l'émergence de nouveaux acteurs portant des projets de rénovation profonde de la diplomatie et de ses paradigmes.

IV. RENOUVELER LA DIPLOMATIE

L'État qui n'est plus le seul acteur des relations internationales doit compter désormais avec une pléiade de nouveaux acteurs dont certains, délibérément transnationaux, situent leur champ d'action au-delà de la seule scène politique nationale. Le prix Nobel de la paix symbolise l'émergence de ces acteurs sociétaux tentant de se

faire une place dans le jeu des relations internationales. Décerné en 1926 aux deux ministres, français et allemand, il l'est, en 1927, à deux militants de la paix, partisans de l'entente entre les peuples : le Français Ferdinand Buisson et l'Allemand Ludwig Quidde.

La France fut l'un des principaux pays où émergèrent et s'épanouirent ces nouveaux acteurs. Parmi eux, trois grands types, qui parfois se recoupent, se distinguent particulièrement, que ce soit par leur mode de fonctionnement, par les combats qu'ils mènent – ou par les personnalités qui les animent. Certains sont suscités par l'État, d'autres simplement soutenus par lui, d'autres enfin cultivent leur autonomie, tout en tentant de peser sur les politiques menées par le Quai d'Orsay. La diplomatie culturelle s'appuie ainsi sur des organismes en partie privés et sur une action volontariste au sein des organisations internationales et notamment de la SdN et de ses « filles ».

Les relais associatifs et militants du pacifisme dans les relations internationales, les militants de la SdN, de l'entente franco-allemande ou encore de l'idée européenne, agissent comme des groupes d'intérêts à l'interface entre la société civile et la diplomatie, en essayant d'influer sur cette dernière. C'est aussi le cas des milieux économiques et financiers, qui mettent en avant leur expertise dans le domaine des relations économiques internationales.

Bien entendu, toutes ces organisations – ou encore les idées qu'elles portent – ne sont pas nées exclusivement dans les années vingt. Leurs actions continuent aussi dans les années trente et quarante. Toutefois, les années vingt et particulièrement la seconde moitié, représentent à la fois une période de cristallisation de ces nouveaux acteurs et d'apogée de leur action. L'étude de cette période, et en particulier de la dernière entre les années vingt et trente, permet d'en percevoir toutes les ambiguïtés et les limites malgré – ou peut-être aussi à cause – les promesses d'avenir qu'elles incarnent.

Un soft power à la française : la diplomatie culturelle et linguistique

Conçue au départ comme un instrument d'influence pour contrecarrer l'ascendant culturel allemand après 1871 et ajouter une dimension intellectuelle à la politique de puissance, la diplomatie culturelle va endosser rapidement un rôle plus large, notamment à partir du milieu des années vingt, et de l'arrivée d'Aristide Briand au Quai d'Orsay. Elle va servir rapidement à la fois à compenser la politique de puissance du début des années vingt tout en s'adaptant parfaitement au tournant briandiste de 1924-26, pour l'accompagner cette fois, devenant ainsi l'un des outils privilégiés de la diplomatie française.

Reprise et déploiement de la diplomatie culturelle française après 1918

La mise en œuvre d'une diplomatie culturelle moderne n'est pas une nouveauté des années vingt. En 1883, à l'initiative du diplomate Paul Cambon, alors chef de cabinet du président du Conseil, Jules Ferry, avait été créée « l'Association nationale pour la propagation de la langue française dans les colonies et à l'étranger », connue sous le nom d'Alliance Française, organisme privé chargé de pallier, par le rayonnement culturel et le développement de la langue française, la perte d'influence de la France suite à sa défaite et à l'isolement dans laquelle la confinait la politique étrangère bismarckienne. Cette association, rapidement reconnue d'utilité publique, avait placé à sa tête une sorte d'Union sacrée avant la lettre, avec des personnalités représentant tous les horizons politiques et religieux, issues des milieux d'affaires, de la politique, de la diplomatie, de l'université et des arts et lettres, comme Louis Pasteur, Ferdinand de Lesseps, Jules Verne, Ernest Renan, Armand Colin ou Victor Duruy. Son œuvre est bien connue grâce à des travaux récents et notamment ceux de François Chaubet.

Après la Première Guerre mondiale, à mesure que les dirigeants français prennent conscience des difficultés auxquelles se heurte leur politique d'exécution à la lettre des traités et du manque de moyens de leur politique de puissance tutélaire de l'Europe, la diplomatie culturelle se développe à un point encore inégalé.

Jusqu'alors, par le biais de l'Alliance Française, la diplomatie culturelle avait été une diplomatie parallèle. À partir des années vingt, sans que cette dimension soit abandonnée, elle devient un des éléments de la diplomatie française. Dans ce domaine, le Quai d'Orsay s'était, dans un premier temps, limité à soutenir le rayonnement scientifique de la France par la création des écoles françaises de Rome et d'Athènes destinée à faire pièce, dans le domaine des Antiquités, à l'influence allemande. La seconde vague d'innovation dans le domaine de l'action publique culturelle à l'étranger datait des années précédant la Grande Guerre. L'idée qui prévalait alors – aussi bien à l'Alliance Française qu'au Quai d'Orsay – reprise après 1918 – était que la France devait se doter d'un réseau d'Instituts et de comités d'Alliance Française à l'étranger dont le but était à la fois de diffuser la pratique de la langue française, de tisser des liens intellectuels avec les pays étrangers et d'y montrer toute la valeur de la création française pour faire croître le prestige et l'influence de la France.

Cette double politique de soutien à l'Alliance Française – qui comptait plus de 450 comités à l'étranger avant 1914 – et de mise en place d'un réseau d'Instituts français fut relancée après la Grande Guerre. Cette dernière avait révélé l'importance de la propagande et du rayonnement culturel pour imposer à l'étranger une vision de la guerre. Le Quai d'Orsay avait d'ailleurs été l'un des acteurs de cette propagande en direction des pays hésitants ou neutres. Il s'agissait donc à la fois de renouer avec les efforts entrepris avant 1914, de profiter des positions d'influence issues de la

guerre mais aussi de désenfler, démobiliser et transformer les images véhiculées par la propagande de guerre française tout en veillant, au moins dans un premier temps, à contrecarrer toute renaissance de l'influence allemande. Cela passa par l'ouverture d'Instituts dans les anciens pays neutres ou dans les nouveaux pays de l'Est de l'Europe et par l'activisme des Français dans les organismes d'action culturelle de la SdN.

La diplomatie culturelle française se déploya alors à trois niveaux : l'Alliance Française fut massivement soutenue, ainsi que toute initiative privée entrant dans le cadre d'une augmentation du prestige culturel de la France à l'étranger. Ce soutien aux initiatives de diplomatie culturelle parallèle se double d'une lutte d'influence à la SdN dont résulte une prédominance française dans ses organes de coopération intellectuelle. Enfin, le Quai d'Orsay multiplie les implantations d'Instituts français à l'étranger. Les premiers Instituts français ont été ouverts entre 1908 et 1911 à Florence, Madrid et Saint-Pétersbourg.

Le soutien à la diplomatie culturelle parallèle

Signe de l'importance que prit l'Alliance Française dans les années vingt et trente, elle fut présidée en 1919-1920 par le président de la Chambre des députés et futur président de la République, Paul Deschanel puis, de 1920 à 1925, par Raymond Poincaré, qui en abandonna la présidence à Paul Doumer, de 1920 à 1930, avant de la reprendre de 1930 à 1934. L'implication de ces politiques de premier plan dont le souci primordial – notamment pour Poincaré – était justement de renforcer la place de la France sur la scène internationale, se traduisit par une forte hausse des subventions publiques.

Cela lui permit d'ouvrir, en 1919, son École pratique de langue française du boulevard Raspail à Paris qui accueille rapidement plusieurs milliers d'étudiants pour des cours de français, et de mettre en place un réseau de bibliothèques, comme aux États-Unis ou en Tchécoslovaquie, deux des bastions de l'association. Lors de son congrès de 1931, l'Alliance Française revendiquait 600 comités dans 42 pays ainsi que 450 000 membres dont 300 000 élèves. Ce réseau lui permettait d'assurer en grande partie son financement, les comités locaux étant autonomes pour leur gestion, ce qui réduisait d'autant les subventions à engager.

Localement, il n'était pas rare de voir l'Alliance travailler ou partager ses locaux avec les nouveaux Instituts français ou les lycées français. Au Quai d'Orsay, le travail de l'Alliance était suivi de près par un nouveau service, créé en 1920 et dirigé, de 1921 à 1924, par Jean Giraudoux, le Service des œuvres françaises à l'étranger (SOFÉ). Outre l'Alliance Française, le SOFÉ travaillait avec une nouvelle association, elle aussi créée après la guerre, en 1922, l'Association française d'expansion et d'échange artistique (AFEEA, qui devient, en 1934, l'Association française d'action

artistique, AFAA). Celle-ci travaillait en étroite collaboration avec le Service d'études d'action artistique à l'étranger dépendant du Directeur des beaux-arts au ministère de l'Instruction publique, lui-même issu de la transformation des services de la propagande artistique pendant la Grande Guerre. Là où l'Alliance française se donne pour mission de diffuser la langue française, l'AFEEA ambitionne de faire connaître l'art et les artistes français à l'étranger.

En plus de la promotion de la langue française et des artistes français, le Quai d'Orsay encourageait et soutenait également les initiatives du Rectorat de Paris et de la Sorbonne en faveur de la diffusion du savoir et des sciences françaises. Il finançait notamment la revue *La Civilisation Française*, fondée en 1919, où l'on retrouvait des grands noms des lettres et des sciences comme l'historien de la littérature et critique Gustave Lanson, le journaliste et professeur de lettres Paul Desjardins – futur fondateur des décades de Pontigny – ou les historiens Henri Hauser et Maxime Leroy. Cette revue était destinée à un public d'universitaires étrangers francophones et d'enseignants de français. Le ministère des Affaires étrangères soutint également l'implantation de Missions universitaires françaises dans les universités étrangères. Le soutien de l'État, du rectorat de l'Université de Paris et du ministre de l'Instruction publique de l'époque, André Honnorat, à partir de 1920, à la création de la Cité Universitaire Internationale de Paris, due à l'initiative de l'industriel Émile Deutsch de la Meurthe, s'inscrit aussi dans cette démarche para-diplomatique. Les premiers bâtiments furent inaugurés en 1925. De 340 chambres en 1922, la capacité d'accueil passa à 2000 en 1933. À la veille de la guerre, dix-sept fondations de pays différents avaient ouvert une maison pour loger leurs étudiants ressortissants désirant étudier à Paris. L'université de Paris était, dans les années vingt et au début des années trente, la première université pour l'accueil des étudiants étrangers dans le monde. Beaucoup de ces étudiants suivaient simultanément les cours de l'Alliance française et ceux de la Sorbonne.

Les Instituts français

Non content de soutenir les efforts des associations para-étatiques de diffusion de la langue et de la culture française à l'étranger, le ministère des Affaires étrangères se dote de son propre réseau. Au lendemain de la guerre, des trois Instituts de Florence, Madrid et Saint-Petersbourg il n'en restait plus que deux, car celui de Saint-Petersbourg avait été chassé de Russie par la révolution. Les années vingt et trente furent marquées à la fois par une multiplication du nombre des Instituts, par un décentrage de leurs activités et par un contrôle plus étroit du ministère.

À l'origine, ces Instituts avaient un profil très universitaire qui découlait de leur origine même. L'initiative en revenait à des universitaires et à des universités, Julien Luchaire et l'université de Grenoble dans le cas de Florence et Bordeaux, Toulouse



et Montpellier dans le cas de Madrid. Dans le cas de Saint-Petersbourg, c'est Paul Doumer et le slavisant de l'École des Langues orientales, Paul Boyer, qui initièrent le projet patronné par les universités de Paris et de Nancy et dont la direction fut confiée à Louis Réau, historien des littératures et des arts, alors en poste à l'université de Nancy. Les premiers Instituts ouverts dans les années vingt n'échappaient pas à la règle. Le cas sans doute le mieux connu est celui de l'Institut Français de Prague, étudié notamment par Antoine Marès, pour qui il s'agissait là d'une « université en miniature ». Il avait été fondé par l'historien Ernest Denis, considéré par les Tchécoslovaques comme l'un de leurs pères fondateurs. Il ne cessa de se développer et servit de modèle pour les instituts français de l'Entre-deux-guerres. On y enseignait les disciplines littéraires puis, à partir de 1928, l'économie et le droit et, à partir de 1930, les sciences dures. Des grands noms de l'université française dirigèrent l'Institut ou y enseignaient, ainsi que dans les universités ou écoles supérieures pragoises : l'historien Louis Eisenmann, le juriste Henri Mazeaud, l'historien de l'art Pierre Francastel ainsi que le jeune Hubert Beuve-Méry. Une riche bibliothèque de plus de 10 000 ouvrages et surtout de plus de 8 000 numéros de revues scientifiques en faisait également une porte ouverte sur la science française. À partir du début des années 1930, l'Institut accueillait régulièrement plus d'un demi-millier d'étudiants chaque semestre.

Les Instituts français, comme d'ailleurs les Alliances françaises, accueillèrent les tournées de conférences – fort bien rémunérées – organisées par le Quai d'Orsay ou l'Alliance. Les professeurs, artistes, écrivains et intellectuels français les plus célèbres de l'époque faisaient ainsi de véritables tournées dans les villes européennes. Après Prague, le réseau des Instituts français s'étendit dans les capitales des pays d'Europe de l'Est sur lesquels la France souhaitait exercer une influence : les instituts ouvrent ainsi à Zagreb en 1922, à Bucarest en 1924, à Varsovie en 1925... À la veille de la Seconde Guerre mondiale, le réseau comptait alors 28 instituts. Conçus au départ comme une arme de guerre culturelle contre l'influence allemande, notamment en Europe centrale et orientale, les Instituts évoluèrent au rythme de la politique étrangère française. Le rapprochement franco-allemand avait permis l'ouverture d'un Institut français à Berlin, en 1930, sous la dénomination de Maison académique française.

Signe de l'aspect consensuel de la diplomatie culturelle, celle-ci est relancée sous le Front populaire à un moment où l'action culturelle multilatérale des organismes de la SdN est en panne. L'Institut français de Varsovie reçoit 10 000 volumes et 20 millions de francs en 1936. Pierre Francastel, qui en est le directeur adjoint jusqu'en 1937, multiplie les initiatives dans son domaine. En 1937, une grande exposition, « La peinture française de Manet à nos jours », se tient à Prague et à Varsovie.

Au cours des années vingt et trente, la France ne se contenta pas de son réseau d'Instituts et du soutien aux Alliances françaises. Non contente de mener des efforts

de diplomatie culturelle bilatérale, elle entendait également contrôler la mise en place, sous l'égide de la SdN, des politiques de coopération culturelle et intellectuelle multilatérales : l'attitude de la France au sein des organismes de coopération culturelle de la SdN connut une évolution parallèle au déploiement de son réseau à l'étranger.

L'influence française dans les organes de coopération culturelle de la SdN

Les efforts du Quai d'Orsay se portaient particulièrement sur l'action culturelle internationale menée par la SdN et ses « filles ». À l'origine, la France est hostile à la mise en place d'une politique de coopération intellectuelle et culturelle qu'elle juge par trop internationaliste et pacifiste, à l'heure où elle n'est pas prête à faire des efforts de rapprochement avec ses ennemis d'hier. Cependant, les demandes sont fortes et émanent aussi bien de la SdN elle-même, que des alliés de la France et même des militaires français de l'Association française pour la SdN. La Commission internationale de coopération intellectuelle (CICI) voit le jour en janvier 1922 et devient par la suite la principale commission de l'OCI (Organisation de coopération intellectuelle) créée formellement en 1931, et qui comprenait d'autres institutions à vocations éducatives ou culturelles. En acceptant la création de ces grands organismes, la France entend en prendre la tête et en contrôler par là étroitement le travail, afin qu'il ne soit pas contraire à ses intérêts. Le travail de ces institutions et le rôle que la France y joua sont désormais mieux connus, grâce notamment aux travaux de Jean-Jacques Renollet.

Le philosophe Henri Bergson – l'un des principaux pourfendeurs de la pensée allemande pendant la Grande Guerre – prend la tête de la CICI à ses débuts. Tout naturellement il se tourne vers Paris pour demander plus de moyens et la création d'un organe exécutif permanent. Il entretenait d'ailleurs des rapports très étroits avec Julien Luchaire, le fondateur de l'Institut français de Florence, « principal théoricien de la coopération intellectuelle internationale depuis la fin de la guerre, qui assurait la liaison entre le gouvernement français et le philosophe afin de prévenir toute dérive internationaliste » (François Chaubet). Les efforts conjugués de Bergson et du Quai d'Orsay aboutirent à la création, en 1924, d'un Institut international de coopération intellectuelle, dont le siège n'était plus à Genève mais à Paris. Cette création correspondait à un autre des objectifs des gouvernements français de l'époque : confirmer Paris dans son rôle de capitale mondiale de la culture. Sa direction fut confiée à Julien Luchaire jusqu'en 1930, date à laquelle il fut remplacé par un autre Français, Henri Bonnet. La France en conserva d'ailleurs la présidence jusqu'à la guerre. La Grande-Bretagne, pas dupe des manœuvres françaises, s'opposa dans un premier temps à cette initiative. Une fois celle-ci acceptée par la SdN, elle exigea, et obtint qu'en 1928 l'indépendance de l'IICI soit juridiquement établie, ce qui prouve que son indépendance réelle n'allait pas de soi. Pendant les années vingt, les Britanniques,